



Ville de Noisy-le-Sec

Extrait du Registre des Arrêtés Municipaux

Téléphone : 01 49 42 66 00
Télécopie : 01 49 42 66 92

N° D. 02/170

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES TECHNIQUES
Division Environnement
Secteur Hygiène / Pollutions
DR.CAP.JS.337/2002



ARRETE DE REGLEMENTATION LOCALE DE L’AFFICHAGE DES ENSEIGNES & PREENSEIGNES

Le présent document établit sur le territoire de la commune de NOISY-LE-SEC, un règlement local de publicité

Conformément à la loi du 29 décembre 1979 (n° 79 – 1150) article 13.

Il est élaboré afin de protéger, sur cet aspect, l’environnement & le cadre de vie.

Il s’applique à la publicité – aux enseignes & préenseignes.

Le règlement vient en de nombreux points compléter la loi du 29 décembre 1979, intégrée au titre VIII du Code de l’Environnement & ses décrets d’application.

Néanmoins, les dispositions des textes précités qui ne sont pas modifiées ou reprises au présent arrêté demeurent applicables. Il en est ainsi notamment des autorisations, des déclarations préalables, des sanctions pénales ou procédures administratives) & de certaines dispositions d’implantation.

L'application du présent arrêté devra être entière au terme d'un délai de 2 ans à compter de son entrée en vigueur, excepté pour les dispositions s'appliquant aux sites inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques pour lesquels l'ensemble des mesures de protection afférentes sont exécutoires sans délai.

De plus, toute nouvelle implantation, modification ou remplacement de publicité, enseignes ou préenseignes, devra immédiatement tenir compte des dispositions suivantes.

Le Maire de NOISY-LE-SEC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N°79 – 1150 du 29 Décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes & préenseignes,

Vu la loi N°95 – 101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu le décret N°80 – 923 du 21 Novembre 1980 portant règlement national de la publicité (*modifié par le décret N°82 – 1044 du 07 Décembre 1982*),

Vu le décret n°80 – 924 du 21 Novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale,

Vu le décret N°82 – 211 du 24 Février 1982 portant règlement national des enseignes,

Vu le décret N°82 – 220 du 25 Février 1982 portant application de la loi N°79 – 1150 du 29 Décembre 1979 en ce qui concerne la surface minimale & les emplacements de l'affichage d'opinion & des associations sans but lucratif,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 Juin 1999 fixant les monuments, immeubles & sites présentant un caractère historique, esthétique & pittoresque, appelés à être protégés de toute publicité au niveau de leurs abords,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 5 Mai 1999 & 11 Octobre 2001 désignant les membres du groupe de travail relatif à la publicité, aux enseignes & préenseignes,

Vu les arrêtés préfectoraux N°99 – 2100 du 26 Mai 1999 & N°02 – 112 du 15 Mars 2002 portant constitution dudit groupe de travail,

Vu l'avis réputé favorable de la commission départementale des sites,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 Octobre 2002 approuvant le projet de réglementation locale de l'affichage, des enseignes & des préenseignes,

Considérant qu'il est nécessaire de concilier liberté d'expression, indispensable à toute dynamique économique, & protection du cadre de vie noiséen,

ARRETE

CHAPITRE I

LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES - LES PREENSEIGNES & LE MOBILIER URBAIN PUBLICITAIRE FONT L'OBJET DES DISPOSITIONS SUIVANTES

SECTION 1 - DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 1 - PRINCIPES GENERAUX D'IDENTIFICATION

Toute publicité doit mentionner, le cas échéant, le nom & l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer. Cette mention doit figurer toute entière comprise dans la moulure supérieure du cadre.

Un numéro d'identification du dispositif doit également être appliqué sur cette partie du cadre.

Les deux précédentes dispositions ne s'appliquent pas au mobilier urbain. Toutefois, ce dernier doit bénéficier d'une numérotation pour permettre de mieux l'identifier ; celle-ci sera appliquée sur l'équipement, après concertation entre l'entreprise & la collectivité territoriale.

ARTICLE 2 - PRINCIPES GENERAUX SUR LES MATERIAUX

Tous les supports publicitaires & préenseignes admis sur l'ensemble du territoire communal doivent être construits en matériaux inaltérables tels que, acier galvanisé ou aluminium anodisé.

L'emploi du bois est interdit.

ARTICLE 3 - PRINCIPES GENERAUX D'ESTHETIQUE

Les dispositifs & supports de panneaux, ainsi que les moulures des cadres seront d'une parfaite sobriété d'aspect. Ils porteront les couleurs spécifiques à chaque afficheur, sous réserve qu'elles ne sollicitent pas l'attention dans des conditions dangereuses pour la sécurité routière.

La surface arrière visible non utilisée d'un dispositif publicitaire simple face sur support spécifique scellé au sol doit obligatoirement faire l'objet d'un habillage conforme aux matériaux inaltérables mentionnés précédemment.

Les supports (*pieds & cadres*) doivent obligatoirement être peints & traités avec un produit antirouille ou être en matériaux inoxydables.

Les dispositifs avec passerelle fixe non escamotable sont interdits.

ARTICLE 4 – PRINCIPES GÉNÉRAUX D'ENTRETIEN

Les dispositifs ainsi que leur emplacement doivent être maintenus en bon état d'entretien & le cas échéant, de fonctionnement, par les personnes ou les entreprises qui les exploitent.

ENTRETIEN COMPREND :

☐ **Lors de chaque intervention sur l'équipement,**

** le nettoyage du matériel & de ses abords, y compris l'évacuation immédiate des affiches décollées, souillures diverses, résidus de papiers & autres, aux pieds des dispositifs.*

☐ **Une fois par mois,**

** le nettoyage du matériel & de ses abords*

** le contrôle & le remplacement des pièces défectueuses ou dégradées*

** la vérification du bon état de l'installation électrique, des scellements & fixations, ainsi que les réparations qui s'imposent.*

Aucune publicité ne peut être apposée sur un mur sans que les publicités anciennes existant au même endroit n'aient été supprimées.

Lorsqu'un dispositif ne supporte aucune affiche, faute d'annonceur, la surface affichable doit faire l'objet d'un habillage uniforme (*papier ayant reçu un traitement contre les intempéries ou matériaux inaltérables mentionnés précédemment*).

ARTICLE 5 – PRINCIPES GENERAUX DE SECURITE

La publicité ne doit pas induire en erreur les usagers de la route en cachant une signalisation routière, ni porter atteinte à l'efficacité de ladite signalisation.

ARTICLE 6 – PRINCIPES GENERAUX D'IMPLANTATION

6a – Dispositifs permanents

Les dispositifs scellés au sol sont de type monopied ou bipied simple, sans ossature de renfort.

La hauteur maximale d'un dispositif scellé au sol est de 6 m par rapport à la voie la plus basse d'où il est visible.

La hauteur maximale d'un dispositif sur mur pignon est de 7,50 m.

Sauf dispositions particulières, la surface unitaire par face publicitaire ne peut excéder 12 m².

Le nombre de dispositifs sur mur pignon est limité à 1. Toute implantation est interdite sur mur pignon non aveugle (*dès lors qu'il comporte une ouverture supérieure à 0,50 m²*).

L'implantation d'un dispositif sur pied à une distance inférieure à 3m d'un pied d'un arbre existant est interdite, que celui-ci soit sur le domaine public ou privé, afin de préserver son développement.

L'implantation d'un dispositif sur pied sur une propriété située à l'angle de deux rues est interdite lorsqu'il s'agit d'une propriété bâtie à usage d'habitation.

Tout dispositif scellé au sol doit être implanté à une distance supérieure à la moitié de sa hauteur (H/2) par rapport à la limite de propriété.

6 b – Dispositifs temporaires sur palissades de chantiers

dehors de la « Zone de publicité interdite » délimitée par les sites présentant un caractère historique ou toresque, les palissades des chantiers soumis à permis de construire ou déclaration de travaux pourront porter des dispositifs publicitaires.

Ces équipements devront être apposés sur la palissade. Leur surface unitaire ne pourra excéder 12 m², à raison d'un panneau par 20 m de linéaire de façade.

Ils devront être installés à 50 cm au-dessus du niveau du sol & ne pourront pas dépasser la palissade de plus de 1/3 de leur hauteur.

6 c - Affichage d'opinion & publicité relative aux activités des associations sans but lucratif

Des emplacements seront réservés à l'affichage d'opinion & à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, conformément aux dispositions du décret N°82 - 220 du 21 Février 1982.

Une liste de ces emplacements est annexée au présent document.

SECTION 2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le territoire de la commune est divisé en 4 zones délimitées comme suit, ayant chacune, en plus des dispositions générales énumérées ci-dessus, des dispositions particulières auxquelles toute implantation devra répondre.

ARTICLE 7 - ZONE DE PUBLICITE INTERDITE (ZPI)

Limitation

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 24 Juin 1999 a fixé la liste des immeubles ou sites présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

Comprend :

Place SAINT-ETIENNE (Place SOUTH TYNESIDE)

Hôtel de Ville (Place du Maréchal FOCH)

Galerie d'Art (Square du Maréchal JOFFRE / Rue Jean JAURES)

Statue « Vierge à l'enfant » (Angle Rue Anatole France / Rue du Parc)

Rue de Merlan & Place du Moulin Fondu

Station expérimentale de Merlan (plan cadastral en annexe)

Station des cultivateurs (Angle ROSNY / Chemin de MONTREUIL A CLAYE)

Place / Croix (Boulevard de la République)

Place / Crucifix (166 rue de BREMENT)

En plus de la liste, s'ajoutent les abords noyés du cinéma « Le Trianon »

Prescriptions

- ◆ A moins de 100 m & dans le champ de visibilité des immeubles ou sites précités, la publicité lumineuse ou non d'une surface supérieure à 2 m² est interdite au travers des dispositifs publicitaires, préenseignes & mobiliers urbains publicitaires. Cette interdiction vise également les dispositifs temporaires & la publicité effectuée à l'aide de véhicules terrestres équipés à des fins essentiellement publicitaires.

ARTICLE 8 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°1 (ZPR1)

Délimitation

La zone est constituée

de la Rue Jean JAURES, rue commerçante du centre ville

du Boulevard de la République (de l'angle Place Jean COQUELIN à l'angle du Bd MICHELET & de l'allée Joséphine)

de la Place Jean COQUELIN

Prescriptions

La publicité lumineuse est interdite.

La publicité non lumineuse d'une surface supérieure à 2 m² est interdite, excepté sur un mur pignon aveugle (selon les conditions énumérées ci-dessous) & dans le cas des dispositifs temporaires sur palissades de chantiers.

Les dispositifs sur mur pignon aveugle (ou comportant une ouverture inférieure à 0,50 m²) sont autorisés dans les conditions suivantes :

☐ Leur hauteur par rapport au niveau du sol est ramenée à 6 m.

☐ Leur surface unitaire maximale est ramenée à 8 m².

Le mobilier urbain d'une surface supérieure à 2 m² est interdit.

ARTICLE 9 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE 2 (ZPR2)

Délimitation

La zone est constituée par une partie de la RN3 (Rue de PARIS).

Elle comprend les parcelles longeant la voie suivante :

- ◆ Rue de PARIS : du N°40 au N°140.

Prescriptions

- ◆ Règles d'implantation :

- ☐ Un dispositif tous les 50 m
- ☐ La publicité lumineuse est interdite
- ☐ Le mobilier urbain d'une surface supérieure à 8 m² est interdit

ARTICLE 10 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°3 (ZPR3)

Délimitation

Cette zone est constituée de l'ensemble des voies & des parcelles les longeant, à l'exception de celles précitées exclues dans la ZPI, la ZPR1 & la ZPR2.

Prescriptions

Nombre de panneaux admis :

- ☐ Aucun dispositif par parcelle ne présentant pas de façade sur une voie ouverte à la circulation publique ou si le linéaire de façade est inférieur à 15 m.
- ☐ Un dispositif par parcelle présentant un linéaire de façade compris entre 15 & 40 m.
- ☐ Deux dispositifs maximums par parcelle présentant un linéaire de façade supérieur à 40 m.

Si les propriétaires respectifs de deux parcelles contiguës passent chacun une convention avec un afficheur pour l'implantation d'un dispositif, les deux dispositifs peuvent être implantés dos à dos, au plus près de la limite commune de propriété.

Quand c'est un mur pignon aveugle qui sert de limite séparative de propriété, un dispositif sur pied devra être implanté au plus près du mur en question, si la hauteur du mur dépasse celle du dispositif.

La publicité lumineuse est soumise à autorisation du Maire dans les conditions suivantes :

☐ La lumière émise ne peut être clignotante ou obtenue par combinaison de points lumineux à l'exception de l'indication de température ou d'heure.

☐ Deux dispositifs lumineux ne peuvent être implantés à une distance inférieure à 30 m l'un de l'autre.

☐ La publicité lumineuse ne peut être installée que sur les immeubles de grande hauteur (tels que définis à l'article R 122 - 2 du Code de la construction & de l'habitation) & situés sur les voies longeant l'autoroute ou à proximité de celle-ci. Elles sont interdites en centre ville.

Le mobilier urbain d'une surface supérieure à 8 m² est interdit.

CHAPITRE II

LES ENSEIGNES COMMERCIALES FONT L'OBJET DES DISPOSITIONS SUIVANTES

SECTION 1 - DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 11 - PRINCIPES GENERAUX SUR LES MATERIAUX

Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables

ARTICLE 12 - PRINCIPES GENERAUX D'ENTRETIEN

Toute enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien, et le cas échéant de fonctionnement, et son propriétaire.

Hormis lorsqu'il existe un accord entre l'ancien et le nouvel exploitant, elle est supprimée par la personne qui exerce l'activité signalée & les lieux sont remis en état dans le mois de cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

ARTICLE 13 - PRINCIPES GENERAUX D'AUTORISATION

Le régime de l'autorisation est étendu à l'ensemble des zones de publicité interdite & restreinte.

Les délais & procédures sont conformes aux articles 9 à 13 du décret N°82 - 211 du 24 Février 1982.

SECTION 2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 14 – ENSEIGNES A PLAT & EN DRAPEAU

Le nombre total des enseignes à plat & en drapeau pour un même établissement ne pourra excéder 4 & leur surface totale ne pourra être supérieure au tiers de la surface de la façade sur laquelle elles sont apposées.

Article 14.1 – Enseignes à plat (ou parallèles au mur)

Elles devront être situées sous la limite inférieure des fenêtres du 1^{er} étage & leur saillie est limitée à 0,20 m.

Elles ne pourront dépasser les limites du mur qui les supporte.

Les enseignes sur auvent ne doivent pas en dépasser les limites & ne peuvent excéder 1 m de hauteur.

Article 14.2 – Enseignes en drapeau (ou perpendiculaires au mur)

Elles devront être installées à 2,5 m du sol minimum & ne pourront dépasser la hauteur supérieure de la fenêtre du 1^{er} étage du bâtiment qui les supporte.

Si celui-ci ne comporte qu'un niveau, les enseignes perpendiculaires ne pourront en dépasser les limites supérieures.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 3 du décret N°82 – 211 du 24 Février 1982, leur saillie ne pourra excéder 1 m, fixations comprises.

Les enseignes perpendiculaires ne pourront être apposées à moins d'1,5 m d'une fenêtre ou d'un balcon.

ARTICLE 15 – ENSEIGNES SCÉLÉES AU SOL

Sur domaine public

↔ Elles sont réservées aux activités non visibles d'une voie ouverte à la circulation & sont limitées à une par établissement.

↔ Elles doivent impérativement laisser un cheminement piétonnier d'1,5 m minimum.

→ La superficie totale des 2 faces ne pourra excéder 2 m².

❖ Sur domaine privé

↔ Elles sont limitées à 2 par établissement & à 2 m² de surface totale.

↔ Les dispositifs scellés au sol & présentant des indications tarifaires pourront avoir une surface totale de 8 m².

ARTICLE 16 – ENSEIGNES SUR TOITURE OU TERRASSE

♣ Ces enseignes sont interdites.

ARTICLE 17 – ENSEIGNES PORTATIVES

♣ Elles sont tolérées sur le domaine public dès lors qu'elles bénéficient d'une autorisation d'occupation du domaine public. Elles sont toutefois limitées à 1 par établissement & ne peuvent excéder 2 m² pour l'ensemble des 2 faces.

♣ Sur domaine privé, elles sont limitées à 2 m² pour l'ensemble des 2 faces & à 2 par établissement.

ARTICLE 18 – ENSEIGNES TEMPORAIRES

Elles doivent être conformes à l'article 16 du décret N°82 – 211 du 24 Février 1982.

ARTICLE 19 – MONUMENTS INSCRITS A L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE

En cas de préjudice de l'ensemble des dispositions des articles précités, toute demande d'autorisation de pose d'enseignes situées dans un rayon de 500 m & dans le champ de visibilité de tels monuments devra faire l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de FRANCE, avant autorisation du Maire.

La procédure & les délais seront conformes aux articles 8 à 13 du décret N°82 – 211 du 24 Février 1982.

Sont concernés sur le territoire communal :

- *La cité de Merlan,*
- *Les abords noiséens du cinéma « Le Trianon ».*
- *« La Vierge à l'enfant »*

EXECUTION

ARTICLE 20

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la SEINE SAINT-DENIS.

ARTICLE 21

Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, les agents municipaux assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.



Le Maire

Jean-Louis MONS

Un délai de deux mois, à compter de la publication de cet arrêté permet d'en demander l'annulation par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.